



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERNOD

30 BD GAY LUSSAC
LES ARNAVAUX
13014 Marseille

Références : D-2024-1491
Code AIOT : 0006400675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement PERNOD implanté 30 Bd Gay Lussac - les arnavaux LES ARNAVAUX 13014 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOD
- 30 Bd Gay Lussac - les arnavaux LES ARNAVAUX 13014 Marseille
- Code AIOT : 0006400675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PERNOD RICARD FRANCE est autorisée à exercer sur son site de Marseille une activité de production et de stockage d'alcool de bouche.

Le site est composé d'une unité de fabrication et d'embouteillage de pastis, et d'un entrepôt de

stockage utilisé pour la production du site mais aussi comme plateforme logistique pour les autres produits du groupe.

L'arrêt préfectoral du 07/06/2016 autorise la société à exploiter un entrepôt constitué de 2 cellules.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 : gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêt préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
7	Accès des secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un système d'affichage et de consigne clair et bien visible sur l'ensemble de l'établissement. Il dispose également de plans à jour permettant notamment au service d'intervention de repérer efficacement les zones présentant des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>

Constats :

L'exploitant indique que l'établissement est composé :

- d'une cuverie : constituée de plusieurs cuves contenant soit les matières premières soit les mélanges. Ainsi qu'une zone de dépotage situé à l'extérieur du bâtiment. Parmi les matières premières, on retrouve de l'alcool > 80°C. A partir du moment où le mélange est réalisé, on est en présence d'alcool de bouche.
- une zone d'embouteillage et d'encartonnage
- un bâtiment de stockage et de préparation de commande. Dans l'entrepôt, on peut retrouver d'autres produits de la marque mais non fabriqués sur place ; à titre d'exemple on peut citer le whisky, le champagne ou des spiritueux. Bien qu'ayant un degré d'alcool supérieur, l'ensemble des produits sont considérés comme des alcools de bouche.
- un local de charge pour les chariots électriques dans une zone dédiée de l'entrepôt.
- de plusieurs petites zones de stockage extérieur de palettes vides et de bouteilles vides. L'exploitant précise qu'un stock de carton et d'étiquette est présent dans l'entrepôt.
- d'une zone de stockage de bennes de déchets.

Un plan simplifié de chaque zone est présent au poste de garde dans la mallette à disposition des pompiers. Ce plan indique les types de dangers de chaque zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'affichage et la consigne autour de la zone ATEX située au niveau de la zone de dépotage des matières premières ont été contrôlés lors de la visite de site.

Une barrière limite l'accès à la zone aux seules personnes autorisées (badge d'accès).
Un marquage au sol identifie clairement l'entrée de la zone. L'affiche rappelle les consignes à respecter (pas de téléphone par exemple).

Les 2 zones de stockage de matières premières situées à l'intérieur du bâtiment ont également été vues lors de la visite de site. L'affichage sur la porte permet également d'identifier la zone ATEX et les consignes. De plus, l'ouverture des portes est conditionnée à un badge (gestion des badges pour gérer les autorisations d'accès en fonction des postes et des formations, non vérifié lors de l'inspection).

La consigne relative à la gestion de la situation incidentelle en cas de casse de bouteille et donc d'épandage au sol a été vue lors de la visite de site au niveau de la machine d'embouteillage.

Globalement, lors de la visite de site, l'inspection a pu constater que les consignes (rappel des dangers, des EPI,...) sont mises en avant sur chaque machine et régulièrement dans les bâtiments au travers d'affiches claires et visibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

Constats :

L'exploitant a présenté différents plans permettant notamment d'identifier :

- les systèmes de détection incendie composés de détecteurs infrarouge pour la partie bureau et laboratoire et de tube Vesda aspirant pour la partie production (cuvrie), embouteillage et stockage ainsi que d'explosimètres au niveau de la cuverie et de chaque bloc d'embouteillage
- les systèmes d'extinction incendie composés : d'une extinction à mousse haut foisonnement au niveau de la cuverie, d'un rideau d'eau au niveau de la citerne de dépotage des matières premières et de la façade du bâtiment, d'extincteurs et de RIA avec émulseur au niveau du stockage
- les stockages extérieurs : plusieurs zones de stockage de palettes avec le nombre de pile autorisé, la zone déchets (avec la typologie des déchets dans les bennes).

Concernant le système de rétention, l'exploitant précise :

- au niveau de l'entrepôt, en cas de percement de bouteille le volume de produit est limité et géré via la consigne spécifique. Les eaux d'extinction sont retenues dans chaque cellule qui sert de rétention, un siphon coupe-feu est présent entre chaque cellule au niveau des portes CF,
- au niveau de la cuverie : le bâtiment fait office de rétention, une détection de niveau est présente dans l'égout interne au bâtiment (bas point). Celle-ci remonte une alarme avec un seuil haut et un seuil très haut. Un explosimètre est également présent. En cas d'alarme, l'énergie est coupée. (LIE = 20%, information par alarme et extraction d'air augmentée, LIE = 40% coupure de toute énergie).
- au niveau de la zone dépotage : la liaison « terre » obligatoire pour le dépotage entraîne également la fermeture du réseau d'évacuation des eaux de pluie et l'ouverture du réseau vers la cuve de rétention.

Un explosimètre est également présent dans les égouts du site. En cas de détection, la vanne martellière permettant d'isoler le système d'évacuation des eaux du site vers l'extérieur, elle peut être fermée au niveau du poste de garde. Cette vanne peut être manipulée par le gardien ou le personnel de la maintenance. Le dossier à destination des pompiers indiquant la nécessité de fermer cette vanne en cas d'intervention des pompiers ainsi que les boutons permettant de fermer la vanne ont été vus lors de la visite de site.

Concernant le réseau d'eau industrielle, l'exploitant indique qu'il est indépendant de l'eau sanitaire. Le circuit est bouclé sur 2 arrivées : l'une côté production et l'autre côté logistique. Le site est alimenté par le réseau d'eau de Marseille. Le site dispose d'un groupe motopompe avec une cuve d'eau. De plus, 3 poteaux incendie sur site sont à disposition des pompiers. Ces éléments sont présents dans le dossier à disposition des pompiers, situé au poste de garde. Ce document a été récemment mis à jour et simplifié suite aux exercices réalisés avec les marins pompiers.

La visite de site a permis de constater que :

- les zones de stockage extérieures étaient matérialisées au sol conformément au plan et que les stockages présents respectaient le marquage au sol.
- la zone entrepôt était constituée pour partie de stockage en rack et pour partie de stockage en masse. Pour la partie masse, les marquages au sol permettent de délimiter les zones de stockage et les moyens de défense incendie (extincteurs et RIA).
- la présence des systèmes de détection (explosimètre au pied d'une cuve de la cuverie, système Vesda dans l'entrepôt)
- la présence des systèmes d'extinction a été contrôlée par sondage, aucun test de mise en eau n'a été réalisé (arrosage du poste de dépotage + façade, extincteur et RIA au niveau de l'embouteillage)

<ul style="list-style-type: none"> - la zone dédiée au stockage des 2 chariots thermiques en extérieur était délimitée et respectée - la présence des 3 poteaux incendie. - les rétentions ont été observées (pente inclinée vers évacuation au niveau de la zone dépotage, cuverie et « égout » interne avec détection). <p>Aucune non-conformité n'a été constatée. Par contre, il est constaté une zone de stockage de contenant des plastiques vides souillés en sortie de la zone embouteillage. Ce stockage vide ne présente pas de risque particulier mais doit être matérialisé sur les plans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan du site doit être mis à jour sous 1 mois afin d'identifier le stockage de contenant des plastiques souillés vides en sortie de la zone d'embouteillage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des systèmes de détection est réalisée tous les 6 mois.</p> <p>Les explosimètres sont suivis par l'entreprise Drager. Le dernier rapport de vérification du 11 avril 2024 a été présenté. Les résultats concernant l'explosimètre 19 ont été vérifiés. Il est indiqué que le contrôle et l'étalonnage ont été réalisés mais qu'il n'y a pas eu de test relatif à l'asservissement (celui-ci est fait une fois par an). L'exploitant précise que le test remonte jusqu'à la centrale uniquement. Le rapport précédent date du 28 novembre 2024.</p> <p>La détection incendie est suivie par la société DEF au niveau de la cuverie et la société Sécuritas au niveau de l'embouteillage et de la logistique.</p> <p>La maintenance du système d'extinction de la zone dépotage (mousse + rideau d'eau en façade à</p>

partir du groupe motopompe) est réalisée par la société Dessautel tous les 6 mois. Le dernier test date du 27 juin 2024 a été présenté. Il est indiqué que le test a vérifié en réel l'eau et la mousse au niveau du dépotage et l'eau au niveau du bâtiment. Il est noté en remarque que le livret des consignes et des procédures n'était pas disponible. L'exploitant nous a précisé que le livret est à la maintenance et pas directement dans le local. De plus, le rapport indique qu'il n'y a pas eu de test en réel sur l'alarmeline, car il n'y a pas assez de longueur. Il est également demandé à l'exploitant d'analyser le taux de concentration de l'émulseur pour s'assurer de la proportion. Le test précédent datait du 7 décembre 2023 et indiquait les mêmes remarques. De plus, le démarrage du groupe motopompe est réalisé toutes les semaines.

Au niveau de la cuverie, seule la détection est testée tous les 6 mois. Le haut foisonnement a été testé lors de l'installation.

Le site teste les alarmes site tous les premiers mercredis du mois.

Les asservissements sont testés de manière groupée avec tous les prestataires une fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par mail du 18/10/2024, l'exploitant a transmis les échanges avec la société Dessautel en charge du contrôle du système d'extinction. Ces échanges permettent de préciser que :

- les remarques formulées ne remettent pas en cause le fonctionnement du système
- un devis permettant de réaliser les actions recommandées (alarmeline + test sur les émulseurs) a été proposé.

L'inspection recommande à l'exploitant d'accepter le devis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Dans le cas où le test sur un explosimètre identifie une non-conformité, celle-ci peut être traitée immédiatement ou nécessiter une prise de rendez-vous pour le changement de l'équipement. Dans l'attente, chaque zone est couverte pour un réseau d'explosimètre qui agissent en redondance. Une analyse de risque sera réalisée et des mesures compensatoires pourront être mises en place comme l'utilisation d'explosimètre portatif par exemple.

Dans le cas où il y a un défaut sur la détection incendie, la société Sécuritas en charge de la

<p>télésurveillance est informée. Elle peut intervenir dans les 24h. Dans l'attente, une analyse de risque est réalisée et le mode dégradé est mis en place.</p> <p>La dernière fois où il y a eu un défaut sur le système d'extinction de la zone dépotage, une analyse de risque a été réalisée, la société Dessautel a amené 2 dispositifs mobiles. Il est également possible de demander au gardien de faire des rondes.</p> <p>Le site dispose également d'un gardien présent 24h/24. Il réalise des rondes régulières et dispose d'une supervision avec le report de toutes les alarmes.</p> <p>Enfin, la société a mis en place un système d'astreinte afin qu'une personne soit toujours joignable en cas d'événement sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Formation du personnel. [...]</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel travaillant dans la partie entrepôt suit une habilitation pour la sécurité des personnes. Cela permet pour limiter le nombre de personnes présentes dans la zone : le personnel de la logistique, de la maintenance et QHSE sont autorisés mais le personnel de la production et les chauffeurs ne peuvent pas entrer dans l'entrepôt.</p> <p>Le personnel extérieur est systématiquement accompagné et un plan de prévention est réalisé. Ce plan prévoit des spécifications en cas de travail par point chaud ou de permis en zone ATEX. L'autorisation est délivrée pour la journée.</p> <p>Le personnel du site suit une formation au poste par atelier afin notamment de montrer les EPI nécessaires.</p> <p>Tout le personnel du site est formé au maniement des extincteurs.</p> <p>Une petite équipe, un peu moins de 10 personnes, est formée pour l'utilisation des RIA (1 personne dans chaque service ainsi que le personnel de la maintenance).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, accès des secours
Prescription contrôlée : Accessibilité au site et circulation. L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de 2 portails d'accès au site pour les pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite